

# WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

## COUR D'ARBITRAGE

F. 2000 — 1372

[C — 2000/21238]

**Arrêt n° 46/2000 du 3 mai 2000**

*Numéros du rôle: 1599 et 1604*

En cause: les recours en annulation de l'article 1675/8, alinéa 2, du Code judiciaire, inséré par l'article 2, § 2, de la loi du 5 juillet 1998 relative au règlement collectif de dettes et à la possibilité de vente de gré à gré des biens immeubles saisis, introduits par l'Ordre français des avocats du barreau de Bruxelles et G.-A. Dal et par l'Ordre des avocats du barreau de Liège et G. Rigo.

La Cour d'arbitrage,  
composée des présidents M. Melchior et G. De Baets, et des juges P. Martens, J. Delruelle, A. Arts, M. Bossuyt et E. De Groot, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,  
après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant:

### I. *Objet des recours*

Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste les 27 et 29 janvier 1999 et parvenues au greffe les 28 janvier et 1<sup>er</sup> février 1999, l'Ordre français des avocats du barreau de Bruxelles, dont le siège est établi à 1000 Bruxelles, Palais de Justice, place Poelaert, et G.-A. Dal, avocat, ayant son cabinet à 1000 Bruxelles, rue de l'Aurore 18, d'une part, et l'Ordre des avocats du barreau de Liège, dont le siège est établi à 4000 Liège, Palais de Justice, place Saint-Lambert, et G. Rigo, avocat, ayant son cabinet à 4000 Liège, rue Beeckman 14, d'autre part, ont introduit un recours en annulation de l'article 1675/8, alinéa 2, du Code judiciaire, inséré par l'article 2, § 2, de la loi du 5 juillet 1998 relative au règlement collectif de dettes et à la possibilité de vente de gré à gré des biens immeubles saisis (publiée au *Moniteur belge* du 31 juillet 1998).

### II. *La procédure*

Par ordonnances du 28 janvier 1999 et du 1<sup>er</sup> février 1999, le président en exercice a désigné les juges des sièges conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Par ordonnance du 10 février 1999, la Cour a joint les affaires.

Les recours ont été notifiés conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 9 mars 1999.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 18 mars 1999.

Le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire, par lettre recommandée à la poste le 23 avril 1999.

Ce mémoire a été notifié conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 30 avril 1999.

Des mémoires en réponse ont été introduits par:

- l'Ordre français des avocats du barreau de Bruxelles et G.-A. Dal, par lettre recommandée à la poste le 26 mai 1999;

- l'Ordre des avocats du barreau de Liège et G. Rigo, par lettre recommandée à la poste le 1<sup>er</sup> juin 1999.

Par ordonnances du 29 juin 1999 et du 23 décembre 1999, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 27 janvier 2000 et 27 juillet 2000 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 22 décembre 1999, la Cour a déclaré les affaires en état et fixé l'audience au 19 janvier 2000.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 24 décembre 1999.

A l'audience publique du 19 janvier 2000:

- ont comparu:

. Me M. Mahieu, avocat à la Cour de cassation, pour l'Ordre français des avocats du barreau de Bruxelles et G.-A. Dal;

. Me P. Henry, Me B. de Cocquéau et Me V. Thiry, avocats au barreau de Liège, pour l'Ordre des avocats du barreau de Liège et G. Rigo;

. Me N. Van Laer *loco* Me M. Uyttendaele, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

- les juges-rapporteurs J. Delruelle et A. Arts ont fait rapport;

- les avocats précités ont été entendus;

- les affaires ont été mises en délibéré.

Par ordonnance du 1<sup>er</sup> mars 2000, la Cour a constaté que le juge H. Coremans, légitimement empêché, est remplacé comme membre du siège par le juge E. De Groot, a rouvert les débats et a fixé l'audience au 21 mars 2000.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 3 mars 2000.

A l'audience publique du 21 mars 2000:

- ont comparu:

. Me M. Mahieu, avocat à la Cour de cassation, pour l'Ordre français des avocats du barreau de Bruxelles et G.-A. Dal;

. Me P. Henry, avocat au barreau de Liège, pour l'Ordre des avocats du barreau de Liège et G. Rigo;

. Me N. Van Laer *loco* Me M. Uyttendaele, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

- les juges-rapporteurs J. Delruelle et A. Arts ont fait rapport;

- les avocats précités ont été entendus;

- les affaires ont été mises en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

### III. En droit

- A -

#### *Position des parties requérantes*

A.1. Les parties requérantes dans les deux affaires sont, d'une part, respectivement l'Ordre français des avocats du barreau de Bruxelles et l'Ordre des avocats du barreau de Liège et, d'autre part, des avocats.

Les parties requérantes font valoir qu'elles ont intérêt à demander l'annulation d'une disposition qui porte atteinte au principe du secret professionnel de l'avocat.

A.2. Les requérants dans les deux affaires exposent un moyen unique d'annulation, pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou combinés avec les articles 6 et 8 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Ils font valoir que la disposition entreprise interdit de manière générale, absolue et radicale aux avocats et à leurs clients de se prévaloir du secret professionnel lorsque les seconds ont sollicité le règlement collectif de leurs dettes, alors qu'il n'existe pas d'autre exception au caractère absolu du secret professionnel. Ils estiment que cette interdiction crée une différence de traitement injustifiable entre la procédure de règlement collectif de dettes et d'autres procédures comparables.

Ils estiment encore que l'existence d'autres mesures, considérées ensemble ou isolément, permet de réaliser, de manière suffisante, le but assigné à la disposition entreprise, et en concluent que celle-ci engendre une discrimination non susceptible de justification objective et raisonnable démontrant un rapport de proportionnalité entre la mesure qu'elle édicte et le but qu'elle poursuit.

A.3. A l'appui de leur moyen, les requérants citent plusieurs auteurs et décisions de justice qui consacrent le caractère absolu du secret professionnel de l'avocat comme principe général de droit, participant au bon fonctionnement de la justice et au respect des droits de la défense.

Les seuls tempéraments à ce caractère absolu sont l'état de nécessité et la théorie du conflit de valeurs.

Les requérants se réfèrent à l'arrêt n° 26/96 de la Cour à l'appui de leur thèse.

A.4. Les requérants font valoir que le client n'est pas maître du secret professionnel de l'avocat, et qu'il ne lui appartient pas de l'en délier. A l'appui de cette thèse, les requérants dans l'affaire n° 1599 font valoir que l'arrêt de la Cour de cassation du 12 novembre 1997, que certains ont interprété comme consacrant une relativisation du secret professionnel, ne peut s'interpréter autrement que comme étendant l'application de la théorie du conflit de valeurs au cas où, dans le chef du client et plus seulement de l'avocat, la levée du secret serait justifiée, *ut singuli*, par la préservation d'une valeur jugée supérieure. Pour les requérants, la disposition entreprise, en obligeant de manière préventive l'avocat et son client à violer le secret en révélant toutes les informations relatives à sa situation patrimoniale, que celles-ci lui soient favorables ou non, va bien au-delà de la portée de l'arrêt de la Cour de cassation.

A.5. Les requérants dans l'affaire n° 1604 font valoir que l'exception introduite par la disposition en cause est tout à fait exorbitante du droit commun. Ils estiment que l'avocat auquel il sera fait injonction de fournir certaines informations se trouvera confronté à l'alternative suivante: ou bien il confirme la situation patrimoniale du débiteur et la demande d'informations ne présente guère d'intérêt, ou bien il fournit des informations en contradiction avec celles communiquées par son client et il met ainsi sa responsabilité pénale en cause. « Il en résulte en pratique une quasi-obligation de dénonciation sur demande d'infraction pénale commise par le débiteur. »

A.6. Afin d'apprécier si, en l'espèce, des motifs particuliers pourraient justifier la dérogation qu'ils dénoncent, les requérants comparent la procédure de règlement collectif de dettes avec d'autres procédures comparables, à savoir la procédure du concordat judiciaire (loi organique du 17 juillet 1997), le sursis de paiement (article 1244 du Code civil; article 38, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation; articles 1337*bis* à 1337*octies* du Code judiciaire) et la procédure de conciliation en matière de crédit hypothécaire (article 59, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire).

A l'instar de la procédure de règlement collectif des dettes, toutes ces procédures tendent à aménager, le cas échéant de manière collective, un plan d'apurement du passif à la demande et au profit d'un débiteur surendetté et malheureux. A ce titre, elles requièrent toutes dans son chef la même « bonne foi procédurale ». Mais cette exigence n'a jamais justifié la moindre entorse au secret professionnel de l'avocat, alors qu'elle justifierait dans la procédure de règlement collectif de dettes la suppression pure et simple. La disposition en cause crée donc une différence de traitement flagrante.

A.7. Les requérants dans l'affaire n° 1604 comparent par ailleurs la procédure de règlement collectif de dettes avec la procédure que peut introduire le débiteur d'aliments afin de voir sa part contributive réduite ou même supprimée en fonction de l'évolution de ses revenus. Ils concluent de cette comparaison que le législateur n'a pas estimé devoir déroger à la règle du secret professionnel dans des procédures mettant pourtant en jeu des créances jouissant d'une discrimination positive en raison de leurs statuts.

A.8. Les parties requérantes considèrent que l'atteinte portée aux principes en cause par la mesure est totalement disproportionnée au but poursuivi. Elles rappellent que la bonne foi procédurale est une valeur dont le respect est recherché à l'occasion de tout litige civil, mais dont la préservation n'a jamais justifié que la loi supprime de manière générale, absolue et abstraite, le secret professionnel de l'avocat.

A.9. Les requérants font encore valoir que la mesure édictée par la disposition entreprise est d'autant moins proportionnée au but qui lui est assigné que ce but peut être atteint sans elle. Le souci de « bonne foi procédurale » et de « transparence patrimoniale » se satisfait en effet de l'article 1675/15 du Code judiciaire ou des dispositions du Code judiciaire régissant la requête civile, et notamment l'article 1133. En outre, l'objectif poursuivi pouvait se contenter de moyens nettement moins attentatoires aux principes en cause comme, par exemple, le « protocole » institué par l'article 334 du Code des impôts sur les revenus. A cet égard, les requérants réfutent la thèse, défendue au cours des débats parlementaires, selon laquelle on ne peut se référer à ce mécanisme, parce que les contextes sont différents. Ils estiment au contraire que dans les deux cas, il s'agit bien d'un débiteur à qui il est demandé d'exposer sa situation patrimoniale avec bonne foi, et que la démarche est d'une spontanéité relative, puisque les débiteurs sont sous la menace de leurs créanciers.

*Position du Conseil des ministres*

A.10. Le Conseil des ministres déduit de l'article 458 du Code pénal et de décisions jurisprudentielles que le secret professionnel de l'avocat a pour raison d'être la garantie que doit avoir le client que son conseil ne révélera pas à des tiers les confidences qu'il lui a faites dans le cadre de sa profession. Il ajoute que le secret professionnel touche directement aux droits de la défense et qu'il est destiné à protéger le client et non le praticien.

A.11. Le Conseil des ministres considère que le secret professionnel n'est pas aussi absolu que le soutiennent les parties requérantes. L'article 458 du Code pénal prévoit expressément qu'une loi peut déroger au secret et en délier le dépositaire. Il s'agit de l'obligation faite aux médecins, par les articles 55, 56 et 57 du Code civil, de donner avis à l'officier d'état civil de la naissance d'un enfant, et des dispositions qui les obligent à avertir les autorités de certaines maladies qu'ils constateraient chez leurs clients.

En outre, la jurisprudence ajoute parmi les exceptions au principe du secret professionnel, l'état de nécessité et le conflit de valeurs.

Le Conseil des ministres cite l'arrêt de la Cour de cassation du 12 novembre 1997 ainsi qu'un arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes qui donnent, à son avis, une définition du secret professionnel beaucoup plus nuancée que celle des requérants. Il en découle que le client, seul maître de sa défense, doit être libre de dévoiler certains éléments couverts par le secret professionnel s'il l'estime de son intérêt, et qu'il doit pouvoir autoriser son avocat à révéler ces faits.

A.12. Le Conseil des ministres rappelle que l'objectif poursuivi par la disposition en cause est d'organiser la transparence patrimoniale du débiteur, dans le souci de garantir sa bonne foi procédurale. Il s'agit d'une mesure indispensable pour apprécier l'effectivité et l'opportunité des mesures envisagées par le médiateur de dettes et le juge des saisies. Il convenait de leur accorder de très larges pouvoirs en matière de collecte des informations, étant donné la gravité pour les créanciers des mesures qui peuvent être adoptées. La levée du secret professionnel est justifiée, dans les travaux parlementaires, par une présomption d'acceptation du débiteur. Il est capital que celui-ci collabore de bonne foi à une procédure qu'il a lui-même engagée et qui est destinée à apurer ses dettes tout en lui conservant une existence conforme à la dignité humaine.

A.13. Le Conseil des ministres estime que les références faites par les requérants aux procédures de faillite et de concordat sont dépourvues de toute pertinence puisqu'elles ne concernent que des personnes ayant la qualité de commerçant, dont le patrimoine est soumis à différentes règles de publicité qui permettent d'assurer une collecte efficace des informations.

A.14. Il estime aussi qu'il faut prendre les références aux procédures de sursis de paiement et de conciliation en matière de crédit hypothécaire avec réserve parce que les mesures qui peuvent être prises dans ces procédures sont beaucoup plus limitées pour le créancier que celles qui peuvent être prises dans le cadre d'un règlement collectif de dettes.

Il s'impose dès lors d'accorder aux créanciers concernés des garanties supplémentaires leur permettant d'avoir la certitude que le plan de règlement correspondra bien à la réalité patrimoniale du débiteur et ne leur causera pas un préjudice plus important que le bénéfice que ce dernier en retirera.

A.15. De même, il faut distinguer le règlement collectif de dettes de la procédure en réduction ou en suppression de part que peut introduire un débiteur d'aliments. Dans cette procédure, le juge procède à un examen comparatif des patrimoines des personnes concernées et doit donc les traiter de façon égale. Il ne pourrait se concevoir que le créancier d'aliments qui est attiré à la cause contre son gré ait à délier son avocat de son secret professionnel.

A.16. Le Conseil des ministres conclut que la mesure mise en cause est raisonnablement justifiée et est proportionnée à l'atteinte grave aux droits des créanciers qui peut résulter du règlement collectif de dettes.

*Réponse des requérants*

A.17. En réponse à l'argument selon lequel le client serait maître du secret professionnel, les requérants dans les deux affaires font valoir que la disposition attaquée, loin de consacrer la maîtrise du client sur le secret, établit au contraire une présomption irréfragable de renonciation au bénéfice du secret professionnel, présomption qui pourra jouer, le cas échéant, contre l'intérêt du client. Si le client était le seul maître du secret, il serait inévitablement amené à en délier ses confidents afin de démontrer ainsi sa « bonne foi ».

A.18. Les requérants dans l'affaire n° 1599 dénoncent en outre l'argumentation du Conseil des ministres selon laquelle la renonciation à la protection du secret par le client serait le prix à payer pour obtenir la faveur qu'il sollicite du juge et de ses créanciers. Pour les requérants, la situation obérée du justiciable et les initiatives judiciaires qu'il prend en vue de résorber cette situation ne peuvent en aucune manière justifier une suppression des garanties procédurales dont seraient pourvus les justiciables mieux nantis. Les requérants dans l'affaire n° 1604 font en outre valoir que la procédure impose au débiteur des efforts importants qui vont bien au-delà de ceux imposés à tout débiteur et qui profiteront à la masse des créanciers.

A.19. Quant à la comparaison avec les autres procédures, les requérants dans l'affaire n° 1599 font remarquer que la distinction entre commerçants et non-commerçants est inexacte. Les dispositions de la loi hypothécaire et les articles 1390*bis* et suivants du Code judiciaire instituent aussi un régime de publicité pour les non-commerçants, régime plus efficace et plus fiable que celui qui est prévu pour les commerçants. Les requérants dans l'affaire n° 1604 font remarquer que les règles de publicité pour les commerçants personnes physiques sont extrêmement limitées, de même que pour les non-commerçants.

De même, les requérants dans les deux affaires contestent que le préjudice éventuel subi par les créanciers soit plus important dans la procédure du règlement collectif de dettes que dans les procédures comparées.

Enfin, ils estiment que la justification de la mesure par référence à l'atteinte portée aux droits des créanciers n'est pas pertinente car, potentiellement, toute procédure judiciaire comporte des enjeux relatifs aux droits patrimoniaux des parties et est susceptible d'avoir des conséquences importantes sur leurs droits réels et personnels. Ils font enfin valoir que ce n'est pas la procédure elle-même qui porte atteinte aux droits des créanciers, mais bien la situation de surendettement du débiteur.

- B -

*Quant à l'objet des recours*

B.1. Les requérants demandent l'annulation partielle de l'article 1675/8, inséré dans le Code judiciaire par l'article 2, § 2, de la loi du 5 juillet 1998 relative au règlement collectif de dettes et à la possibilité de vente de gré à gré des biens immeubles saisis.

Cet article est ainsi rédigé:

« A moins que cette mission ne lui ait été confiée par la décision d'admissibilité, le médiateur de dettes chargé d'une procédure de règlement amiable ou judiciaire des dettes peut s'adresser au juge, conformément à l'article 1675/14, § 2, alinéa 3, pour qu'il soit fait injonction au débiteur ou à un tiers de lui fournir tous renseignements utiles sur des opérations accomplies par le débiteur et sur la composition et la localisation du patrimoine de celui-ci.

En toute hypothèse, le tiers tenu au secret professionnel ou au devoir de réserve ne peut se prévaloir de celui-ci. Les articles 877 à 882 lui sont applicables. »

Seul l'alinéa 2 de la disposition est visé par les requérants. Il est rédigé de manière générale et concerne tout tiers tenu au secret professionnel ou au devoir de réserve. Les requêtes font cependant apparaître qu'il n'est mis en cause qu'en ce qui concerne le secret professionnel des avocats. La Cour n'examinera l'article 1675/8, alinéa 2, du Code judiciaire qu'en tant qu'il empêche un avocat de se prévaloir du secret professionnel lorsqu'il est saisi d'une demande de renseignements sur les opérations accomplies, sur la composition et sur la localisation du patrimoine du débiteur qui a introduit une requête en règlement collectif de dettes et dont la requête a été acceptée par le juge.

*Quant au fond*

B.2. Les requérants dans les deux affaires formulent un moyen unique d'annulation, pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou combinés avec les articles 6 et 8 de la Convention européenne des droits de l'homme. Ils considèrent que l'interdiction générale, absolue et radicale faite aux avocats ainsi qu'à leurs clients de se prévaloir du secret professionnel comporte une atteinte disproportionnée à leurs droits, compte tenu de l'importance fondamentale de ce principe, et que cette disposition introduit dès lors une discrimination non objectivement justifiable entre la procédure du règlement collectif de dettes et d'autres procédures comparables.

B.3. En levant de manière absolue le secret professionnel lorsque, dans la procédure de règlement collectif de dettes, le juge fait injonction à l'avocat du débiteur de lui fournir des renseignements couverts par ce secret, la disposition en cause introduit une différence de traitement entre le débiteur et son avocat engagés dans cette procédure, d'une part, et les débiteurs et leurs avocats qui se trouvent engagés dans d'autres procédures judiciaires, d'autre part.

B.4. Les règles constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.5. La procédure du règlement collectif de dettes vise à rétablir la situation financière du débiteur surendetté en lui permettant notamment dans la mesure du possible de payer ses dettes et en lui garantissant simultanément ainsi qu'à sa famille qu'ils pourront mener une vie conforme à la dignité humaine (articles 1675/3, alinéa 3, du Code judiciaire). La situation financière de la personne surendettée est globalisée, et celle-ci est soustraite à la pression anarchique des créanciers. Par ailleurs, la loi veille à l'égalité entre ces derniers.

B.6. Dans ce cadre, l'article 1675/8 vise à assurer la transparence patrimoniale du débiteur, afin d'éviter que la procédure soit utilisée de manière abusive par des débiteurs solvables qui occulteraient tout ou partie de leur patrimoine saisissable. Afin d'atteindre cet objectif, le législateur a estimé qu'il était nécessaire de lever le secret professionnel (*Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, n<sup>os</sup> 1073-1074/1, p. 33).

B.7. La levée du secret professionnel de l'avocat est une mesure pertinente pour atteindre l'objectif décrit ci-dessus. En empêchant l'avocat de se prévaloir du secret, le législateur donne au juge et au médiateur de dettes un moyen de s'assurer que la procédure se déroulera dans la transparence complète du patrimoine du débiteur.

B.8.1. La Cour doit encore examiner si la mesure est raisonnablement proportionnée au but poursuivi.

S'il est vrai que la règle du secret professionnel doit céder lorsqu'une nécessité l'impose ou lorsqu'une valeur jugée supérieure entre en conflit avec elle, la Cour observe que l'article 1675/8, alinéa 2, du Code judiciaire établit une levée du secret professionnel absolue et *a priori*. Les travaux préparatoires justifient cette mesure par une renonciation implicite à laquelle procéderait le débiteur en introduisant sa demande de règlement collectif de dettes. Une telle renonciation, présumée, anticipée, et accomplie sans que celui qui la fait ne puisse évaluer sur quel objet précis elle portera et si elle n'est pas, éventuellement, contraire à ses intérêts, ne saurait justifier, au même titre que la théorie de l'état de nécessité ou du conflit de valeurs, une atteinte de cette ampleur à la garantie que représente pour le débiteur et pour son avocat, le secret professionnel.

B.8.2. La Cour observe en outre que le juge peut, en vertu de l'article 1675/15 du Code judiciaire, prononcer la révocation de la décision d'admissibilité de la demande de règlement collectif de dettes lorsque le débiteur fait preuve de mauvaise foi procédurale.

B.9. Il découle de ce qui précède que l'article 1675/8, alinéa 2, du Code judiciaire, en ce qu'il prévoit que des avocats saisis d'une demande d'informations sur le patrimoine d'une personne qui est en procédure de règlement collectif de dettes ne peuvent se prévaloir du secret professionnel, n'est pas raisonnablement proportionné à l'objectif poursuivi.

Par ces motifs,

la Cour

annule l'article 1675/8, alinéa 2, du Code judiciaire, inséré par l'article 2, § 2, de la loi du 5 juillet 1998 relative au règlement collectif de dettes et à la possibilité de vente de gré à gré des biens immeubles saisis, en tant qu'il s'applique aux avocats.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 3 mai 2000.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.

## ARBITRAGEHOF

N. 2000 — 1372

[C — 2000/21238]

## Arrest nr. 46/2000 van 3 mei 2000

*Rolnummers 1599 en 1604*

In zake: de beroepen tot vernietiging van artikel 1675/8, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd door artikel 2, § 2, van de wet van 5 juli 1998 betreffende de collectieve schuldenregeling en de mogelijkheid van verkoop uit de hand van de in beslag genomen onroerende goederen, ingesteld door de Franse Orde van advocaten bij de balie te Brussel en G.-A. Dal en door de Orde van advocaten bij de balie te Luik en G. Rigo.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en G. De Baets, en de rechters P. Martens, J. Delruelle, A. Arts, M. Bossuyt en E. De Groot, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior, wijst na beraad het volgende arrest:

*I. Onderwerp van de beroepen*

Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 27 en 29 januari 1999 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 28 januari en 1 februari 1999, hebben de Franse Orde van advocaten bij de balie te Brussel, met zetel te 1000 Brussel, Gerechtsgebouw, Poelaertplein, en G.-A. Dal, advocaat, met kantoor te 1000 Brussel, Dageraadstraat 18, enerzijds, en de Orde van advocaten bij de balie te Luik, met zetel te 4000 Luik, Gerechtsgebouw, place Saint-Lambert, en G. Rigo, advocaat, met kantoor te 4000 Luik, rue Beeckman 14, anderzijds, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 1675/8, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd door artikel 2, § 2, van de wet van 5 juli 1998 betreffende de collectieve schuldenregeling en de mogelijkheid van verkoop uit de hand van de in beslag genomen onroerende goederen (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 31 juli 1998).

*II. De rechtspleging*

Bij beschikkingen van 28 januari 1999 en 1 februari 1999 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetels aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Bij beschikking van 10 februari 1999 heeft het Hof de zaken samengevoegd.

Van de beroepen is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 9 maart 1999 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 18 maart 1999.

De Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend bij op 23 april 1999 ter post aangetekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 30 april 1999 ter post aangetekende brieven.

Memories van antwoord zijn ingediend door:

- de Franse Orde van advocaten bij de balie te Brussel en G.-A. Dal, bij op 26 mei 1999 ter post aangetekende brief;
- de Orde van advocaten bij de balie te Luik en G. Rigo, bij op 1 juni 1999 ter post aangetekende brief.

Bij beschikkingen van 29 juni 1999 en 23 december 1999 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 27 januari 2000 en 27 juli 2000.

Bij beschikking van 22 december 1999 heeft het Hof de zaken in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 19 januari 2000.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 24 december 1999 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 19 januari 2000:

- zijn verschenen:

. Mr. M. Mahieu, advocaat bij het Hof van Cassatie, voor de Franse Orde van advocaten bij de balie te Brussel en G.-A. Dal;

. Mr. P. Henry, Mr. B. de Cocquéau en Mr. V. Thiry, advocaten bij de balie te Luik, voor de Orde van advocaten bij de balie te Luik en G. Rigo;

. Mr. N. Van Laer *loco* Mr. M. Uyttendaele, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

- hebben de rechters-verslaggevers J. Delruelle en A. Arts verslag uitgebracht;

- zijn de voornoemde advocaten gehoord;

- zijn de zaken in beraad genomen.

Bij beschikking van 1 maart 2000 heeft het Hof vastgesteld dat rechter H. Coremans, wettig verhinderd, als lid van de zetel vervangen is door rechter E. De Groot en heeft het de debatten heropend en de dag van de terechtzitting bepaald op 21 maart 2000.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 3 maart 2000 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 21 maart 2000:

- zijn verschenen:

. Mr. M. Mahieu, advocaat bij het Hof van Cassatie, voor de Franse Orde van advocaten bij de balie te Brussel en G.-A. Dal;

. Mr. P. Henry, advocaat bij de balie te Luik, voor de Orde van advocaten bij de balie te Luik en G. Rigo;

. Mr. N. Van Laer *loco* Mr. M. Uyttendaele, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

- hebben de rechters-verslaggevers J. Delruelle en A. Arts verslag uitgebracht;

- zijn de voornoemde advocaten gehoord;

- zijn de zaken in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

*III. In rechte*

- A -

*Standpunt van de verzoekende partijen*

A.1. De verzoekende partijen in de beide zaken zijn, enerzijds, respectievelijk de Franse Orde van advocaten bij de balie te Brussel en de Orde van advocaten bij de balie te Luik en, anderzijds, advocaten.

De verzoekende partijen doen gelden dat zij er belang bij hebben de vernietiging te vorderen van een bepaling die afbreuk doet aan het beginsel van het beroepsgeheim van de advocaat.

A.2. De verzoekers in de beide zaken zetten een enig middel tot vernietiging uiteen, dat is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, afzonderlijk of in samenhang gelezen met de artikelen 6 en 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

Zij doen gelden dat de bestreden bepaling op algemene, absolute en radicale wijze de advocaten en hun cliënten verbiedt zich te beroepen op het beroepsgeheim, wanneer laatstgenoemden de collectieve regeling van hun schulden hebben gevorderd, terwijl er geen andere uitzondering op het absolute karakter van het beroepsgeheim bestaat. Zij menen dat die verbodsbepaling een onverantwoord verschil in behandeling in het leven roept tussen de procedure van collectieve schuldenregeling en andere vergelijkbare procedures.

Verder zijn zij van mening dat het bestaan van andere maatregelen, afzonderlijk of in samenhang beschouwd, het mogelijk maakt om op afdoende wijze het aan de bestreden bepaling toegeschreven doel te verwezenlijken, en besluiten daaruit dat die bepaling een discriminatie in het leven roept die niet vatbaar is voor een objectieve en redelijke verantwoording waarbij een verband van evenredigheid wordt aangetoond tussen de maatregel welke bij die bepaling wordt ingevoerd en het door die bepaling nagestreefde doel.

A.3. Ter staving van hun middel citeren de verzoekers verscheidene auteurs en rechterlijke beslissingen waarbij het absolute karakter van het beroepsgeheim van de advocaat als algemeen rechtsbeginsel wordt verankerd, dat bijdraagt tot de goede werking van het gerecht en de inachtneming van de rechten van de verdediging.

Dat absolute karakter wordt enkel afgezwakt door de noodtoestand en de theorie van het waardenconflict.

De verzoekers verwijzen naar het arrest nr. 26/96 van het Hof ter staving van hun stelling.

A.4. De verzoekers doen gelden dat de cliënt geen meester is van het beroepsgeheim van de advocaat en het hem niet toekomt hem daarvan te bevrijden. Ter staving van die stelling doen de verzoekers in de zaak nr. 1599 gelden dat het arrest van het Hof van Cassatie van 12 november 1997, dat door sommigen zo is geïnterpreteerd dat het een relativisering van het beroepsgeheim verankert, niet anders kan worden geïnterpreteerd dan dat het de toepassing van de theorie van het waardenconflict uitbreidt tot het geval waarin ten aanzien van de cliënt en niet langer enkel ten aanzien van de advocaat, de opheffing van het geheim verantwoord zou zijn, *ut singuli*, ter vrijwaring van een hoger geachte waarde. Voor de verzoekers, gaat de bestreden bepaling, doordat zij op preventieve wijze de advocaat en zijn cliënt ertoe verplicht het beroepsgeheim te schenden door alle informatie in verband met zijn vermogenstoestand bekend te maken, ongeacht of die voor hem al dan niet gunstig is, verder dan de draagwijdte van het arrest van het Hof van Cassatie.

A.5. De verzoekers in de zaak nr. 1604 doen gelden dat de bij de in het geding zijnde bepaling ingevoerde uitzondering volkomen afwijkt van het gemeen recht. Zij zijn van mening dat de advocaat aan wie wordt gelast bepaalde informatie te verstrekken, geconfronteerd zou worden met het volgende alternatief: ofwel bevestigt hij de vermogenstoestand van de schuldenaar en heeft het verzoek om informatie nauwelijks belang, ofwel verstrekt hij informatie in tegenspraak met die welke door zijn cliënt is medegedeeld en brengt hij diens strafrechtelijke aansprakelijkheid aldus in het geding. « In de praktijk volgt daaruit een quasi-verplichting tot aangifte, op verzoek, van een door de schuldenaar gepleegd strafrechtelijk misdrijf. »

A.6. Teneinde te beoordelen of, te dezen, bijzondere motieven de door hen aangeklaagde afwijking zouden kunnen verantwoorden, vergelijken de verzoekers de procedure van collectieve schuldenregeling met andere vergelijkbare procedures, namelijk de procedure van het gerechtelijk akkoord (organieke wet van 17 juli 1997), het uitstel van betaling (artikel 1244 van het Burgerlijk Wetboek; artikel 38, § 1, van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet; artikelen 1337*bis* tot 1337*octies* van het Gerechtelijk Wetboek) en de verzoeningsprocedure in verband met het hypothecair krediet (artikel 59, § 1, van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet).

Net zoals de procedure van collectieve schuldenregeling, strekken al die procedures ertoe, in voorkomend geval op collectieve wijze, een plan voor aanzuivering van het passief op te stellen op verzoek en ten voordele van een onfortuinlijke schuldenaar met overmatige schuldenlast. In dat verband vereisen zij alle ten aanzien van de schuldenaar dezelfde « procedurele goede trouw ». Die eis heeft echter nooit de minste inbreuk op het beroepsgeheim van de advocaat verantwoord, terwijl hij in de procedure van collectieve schuldenregeling de eenvoudige afschaffing van dat beginsel zou verantwoorden. De in het geding zijnde bepaling roept dus een flagrant verschil in behandeling in het leven.

A.7. De verzoekers in de zaak nr. 1604 vergelijken bovendien de procedure van collectieve schuldenregeling met de procedure die de onderhoudsplichtige kan instellen ter vermindering van zijn bijdrage of zelfs de afschaffing ervan op basis van de evolutie van zijn inkomsten. Uit die vergelijking besluiten zij dat de wetgever niet gemeend heeft van de regel van het beroepsgeheim te moeten afwijken in procedures waarbij nochtans schuldvorderingen op het spel worden gezet die een positieve discriminatie genieten wegens hun statuut.

A.8. De verzoekende partijen zijn van mening dat de door de maatregel gepleegde inbreuk op de in het geding zijnde beginselen volkomen onevenredig is ten aanzien van het nagestreefde doel. Zij brengen in herinnering dat de procedurele goede trouw een waarde is waarvan de inachtneming wordt nagestreefd bij elk burgerlijk geschil, maar waarvan de vrijwaring nooit heeft verantwoord dat de wet op algemene, absolute en abstracte wijze het beroepsgeheim van advocaat afschaft.

A.9. De verzoekers doen verder gelden dat de bij de bestreden bepaling ingestelde maatregel des te minder evenredig is met het eraan toegeschreven doel, daar dat doel zonder die maatregel kan worden bereikt. Aan de zorg van « procedurele goede trouw » en « patrimoniale transparantie » wordt immers voldaan in artikel 1675/15 van het Gerechtelijk Wetboek of bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek die de herroeping van het gewijsde regelen, en met name artikel 1133. Bovendien kon de nagestreefde doelstelling volstaan met middelen die duidelijk minder afbreuk doen aan de in het geding zijnde beginselen, zoals bijvoorbeeld het « protocol » dat is ingesteld bij artikel 334 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen. In dat opzicht weerleggen de verzoekers de stelling die in de loop van de parlementaire debatten werd verdedigd en volgens welke niet naar dat mechanisme kan worden verwezen, omdat de contexten verschillend zijn. Zij zijn daarentegen van mening dat in de beide gevallen het wel degelijk om een schuldenaar gaat aan wie is gevraagd zijn vermogenstoestand te goeder trouw uiteen te zetten en dat de spontaneïteit bij die benaderingswijze relatief is, vermits de schuldenaars onder dreiging van hun schuldeisers staan.

*Standpunt van de Ministerraad*

A.10. De Ministerraad leidt uit artikel 458 van het Strafwetboek en uit jurisprudentiële beslissingen af dat de bestaansreden van het beroepsgeheim van de advocaat is dat de cliënt de waarborg moet hebben dat zijn raadsman aan derden geen vertrouwelijke informatie onthult die hij hem in het kader van diens beroep heeft toevertrouwd. Hij voegt daaraan toe dat het beroepsgeheim rechtstreeks de rechten van de verdediging raakt en bestemd is om de cliënt en niet de practicus te beschermen.

A.11. De Ministerraad is van oordeel dat het beroepsgeheim niet zo absoluut is als de verzoekende partijen betogen. Artikel 458 van het Strafwetboek bepaalt uitdrukkelijk dat een wet van het geheim kan afwijken en de persoon die er kennis van heeft ervan kan ontslaan. Het gaat om de verplichting die de geneesheren wordt opgelegd, bij de artikelen 55, 56 en 57 van het Burgerlijk Wetboek, om aan de ambtenaar van de burgerlijke stand aangifte te doen van de geboorte van een kind, en de bepalingen die hen ertoe verplichten de overheden op de hoogte te brengen van bepaalde ziekten die zij bij hun patiënten vaststellen.

Bovendien voegt de rechtspraak aan de uitzonderingen op het beginsel van het beroepsgeheim de noodtoestand en het waardenconflict toe.

De Ministerraad citeert het arrest van het Hof van Cassatie van 12 november 1997 alsmede een arrest van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen die, volgens hem, een veel genuanceerdere definitie geven van het beroepsgeheim dan die van de verzoekers. Daaruit vloeit voort dat de cliënt, die als enige over zijn verdediging beslist, de vrijheid moet hebben om bepaalde elementen die door het beroepsgeheim zijn gedekt te onthullen, indien hij zulks in zijn belang acht, en hij moet zijn advocaat de machtiging kunnen geven die feiten te onthullen.

A.12. De Ministerraad brengt in herinnering dat de doelstelling die met de in het geding zijnde bepaling wordt nagestreefd erin bestaat de transparantie van het vermogen van de schuldenaar te organiseren, uit zorg om zijn procedurele goede trouw te waarborgen. Het gaat om een absoluut noodzakelijke maatregel om het doeltreffende en opportune karakter te beoordelen van de maatregelen die door de schuldenbemiddelaar en de beslagrechter in overweging worden genomen. Het was raadzaam hun zeer ruime bevoegdheden te verlenen inzake het verzamelen van informatie, gezien de ernst van de maatregelen die ten aanzien van de schuldeisers kunnen worden genomen. De opheffing van het beroepsgeheim is in de parlementaire voorbereiding verantwoord door een vermoeden van aanvaarding door de schuldenaar. Het is zeer belangrijk dat laatstgenoemde te goeder trouw meewerkt aan een procedure die hij zelf heeft ingezet en die bestemd is om zijn schulden aan te zuiveren met daarbij het behoud van een menswaardig bestaan.

A.13. De Ministerraad is van mening dat de verwijzingen naar de faillissements- en akkoordprocedures niet relevant zijn, vermits zij betrekking hebben op personen met de hoedanigheid van handelaar, wier vermogen onderworpen is aan verschillende regels van openbaarheid waardoor op doeltreffende wijze informatie kan worden verzameld.

A.14. De Ministerraad is ook van mening dat de verwijzingen naar de procedures van uitstel van betaling en verzoening inzake hypothecair krediet met voorbehoud moeten worden benaderd omdat de maatregelen die in die procedures kunnen worden genomen veel beperkter zijn voor de schuldeiser dan die welke kunnen worden genomen in het kader van een collectieve schuldenregeling.

Bijgevolg dienen aan de betrokken schuldeisers bijkomende waarborgen te worden verleend waardoor zij de zekerheid hebben dat de aanzuiveringsregeling wel degelijk zal overeenstemmen met de werkelijke vermogenstoestand van de schuldenaar en hun geen nadeel zal berokkenen dat groter is dan het voordeel dat laatstgenoemde eruit zal halen.

A.15. Op dezelfde wijze dient een onderscheid te worden gemaakt tussen de collectieve schuldenregeling en de procedure die een onderhoudsplichtige kan instellen tot vermindering of afschaffing van zijn bijdrage. In die procedure gaat de rechter over tot een vergelijkend onderzoek van de vermogens van de betrokken personen en moet hij die dus op gelijke wijze behandelen. Het zou niet denkbaar zijn dat de schuldeiser van onderhoudsgeld die tegen zijn zin bij de zaak wordt betrokken zijn advocaat van het beroepsgeheim zou moeten ontheffen.

A.16. De Ministerraad besluit dat de in het geding zijnde maatregel redelijkerwijze verantwoord is en evenredig met de ernstige inbreuk op de rechten van de schuldeisers die het gevolg kan zijn van de collectieve schuldenregeling.

*Antwoord van de verzoekers*

A.17. Als antwoord op het argument volgens hetwelk de cliënt meester zou zijn van het beroepsgeheim, doen de verzoekers in de beide zaken gelden dat de bestreden bepaling, verre van het meesterschap van de cliënt over het geheim te verankeren, integendeel een onweerlegbaar vermoeden van afstand van het voordeel van het beroepsgeheim instelt, een vermoeden dat, in voorkomend geval, tegen het belang van de cliënt zal kunnen spelen. Mocht de cliënt enige meester zijn over het geheim, zou hij onvermijdelijk ertoe worden gebracht zijn vertrouwenspersonen daarvan te ontheffen teneinde zijn « goede trouw » aan te tonen.

A.18. De verzoekers in de zaak nr. 1599 betwisten bovendien de argumentering van de Ministerraad volgens welke de afstand van de bescherming van het geheim door de cliënt de te betalen prijs zou zijn om de gunst te verkrijgen die hij van de rechter en zijn schuldeisers vordert. Voor de verzoekers mogen het feit dat de rechtzoekende die in de schulden zit en de gerechtelijke stappen die hij onderneemt teneinde die toestand te verhelpen geenszins een afschaffing van de procedurele waarborgen verantwoord zijn die de beter bedeelde rechtzoekenden wel zouden genieten. De verzoekers in de zaak nr. 1604 doen bovendien gelden dat de procedure de schuldenaar aanzienlijke inspanningen oplegt die verder gaan dan die welke worden opgelegd aan elke andere schuldenaar en die de massa van de schuldeisers ten goede komen.

A.19. Ten aanzien van de vergelijking met de andere procedures, doen de verzoekers in de zaak nr. 1599 opmerken dat het onderscheid tussen handelaars en niet-handelaars onjuist is. De bepalingen van de hypotheekwet en de artikelen 1390bis en volgende van het Gerechtelijk Wetboek voeren ook een stelsel van openbaarheid in voor niet-handelaars, een stelsel dat doeltreffender en betrouwbaarder is dan datgene waarin is voorzien voor de handelaars. De verzoekers in de zaak nr. 1604 doen opmerken dat de regels van openbaarheid voor handelaars die natuurlijke personen zijn, bijzonder beperkt zijn, evenals voor de niet-handelaars.

Op dezelfde wijze betwisten de verzoekers in de beide zaken dat het door de schuldeisers mogelijk geleden nadeel groter is in de procedure van collectieve schuldenregeling dan in de vergeleken procedures.

Ten slotte zijn zij van mening dat de verantwoording voor de maatregel door de verwijzing naar de gepleegde inbreuk op de rechten van de schuldeisers niet relevant is, want potentieel staan bij elke gerechtelijke procedure aspecten in verband met de vermogensrechten van de partijen op het spel en kan zij aanzienlijke gevolgen hebben voor hun zakelijke en persoonlijke rechten. Zij doen ten slotte gelden dat het niet de procedure zelf is die afbreuk doet aan de rechten van de schuldeisers maar wel de toestand van schuldenoverlast van de schuldenaar.

- B -

*Wat het onderwerp van de beroepen betreft*

B.1. De verzoekers vorderen de gedeeltelijke vernietiging van artikel 1675/8, ingevoegd in het Gerechtelijk Wetboek door artikel 2, § 2, van de wet van 5 juli 1998 betreffende de collectieve schuldenregeling en de mogelijkheid van verkoop uit de hand van de in beslag genomen onroerende goederen.

Dat artikel luidt als volgt:

« Tenzij deze opdracht hem reeds was toevertrouwd in de beschikking van toelaatbaarheid kan de schuldbemiddelaar, belast met een procedure van minnelijke of gerechtelijke aanzuiveringsregeling, zich richten tot de rechter overeenkomstig artikel 1670/14, § 2, derde lid, teneinde de schuldenaar of een derde te gelasten hem al de nuttige inlichtingen te verstrekken over verrichtingen uitgevoerd door de schuldenaar en over de samenstelling en de vindplaats van diens vermogen.

Hoe dan ook kan de derde gehouden tot het beroepsgeheim of tot de zwijgplicht, zich daarop niet beroepen. De artikelen 877 tot 882 zijn op hem van toepassing. »

Alleen het tweede lid van de bepaling wordt door de verzoekers beoogd. Het is in algemene termen gesteld en heeft betrekking op de derde die gehouden is tot het beroepsgeheim of tot de zwijgplicht. Uit de verzoekschriften blijkt echter dat het tweede lid alleen wordt aangevochten wat het beroepsgeheim van advocaten betreft. Het Hof zal artikel 1675/8, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek alleen onderzoeken in zoverre die bepaling het een advocaat onmogelijk maakt zich op het beroepsgeheim te beroepen wanneer van hem inlichtingen worden gevraagd over de uitgevoerde verrichtingen, over de samenstelling en over de vindplaats van het vermogen van de schuldenaar die een verzoekschrift tot collectieve schuldenregeling heeft ingediend en van wie het verzoekschrift door de rechter is aanvaard.

*Ten gronde*

B.2. In beide zaken voeren de verzoekers een enig vernietigingsmiddel aan, dat is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, afzonderlijk of in samenhang gelezen met de artikelen 6 en 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens. Zij gaan ervan uit dat het algemene, absolute en radicale verbod voor advocaten en hun cliënten om zich op het beroepsgeheim te beroepen, een onevenredige schending van hun rechten betekent, rekening houdend met het fundamentele belang van dat beginsel, en dat die bepaling bijgevolg een discriminatie doet ontstaan tussen de procedure van collectieve schuldenregeling en andere vergelijkbare procedures, die niet objectief kan worden verantwoord.

B.3. Door het beroepsgeheim absoluut op te heffen wanneer, in de procedure van collectieve schuldenregeling, de rechter de advocaat van de schuldenaar gelast inlichtingen te verstrekken die door het beroepsgeheim zijn gedekt, creëert de in het geding zijnde bepaling een verschil in behandeling tussen, enerzijds, de schuldenaar en zijn advocaat die in die procedure worden betrokken en, anderzijds, de schuldenaars en hun advocaten die in andere gerechtelijke procedures zijn betrokken.

B.4. De grondwettelijke regels van de gelijkheid en de niet-discriminatie sluiten niet uit dat een verschil in behandeling tussen categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer vaststaat dat er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

B.5. De procedure van collectieve schuldenregeling beoogt de financiële toestand van de schuldenaar met overmatige schuldenlast te herstellen, met name hem ertoe in staat te stellen voor zover mogelijk zijn schulden te betalen en tegelijkertijd te waarborgen dat hij zelf en zijn gezin een menswaardig leven kunnen leiden (artikel 1675/3, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek). De financiële toestand van de persoon met overmatige schuldenlast wordt in kaart gebracht, en de ongecontroleerde druk van de schuldeisers valt voor die persoon weg. De wet ziet overigens toe op de gelijkheid tussen deze laatsten.

B.6. In dat kader beoogt artikel 1675/8 de transparantie van het vermogen van de schuldenaar te waarborgen, om te vermijden dat betaalkrachtige schuldenaars die hun voor beslag vatbaar vermogen geheel of gedeeltelijk verbergen, de procedure onrechtmatig zouden gebruiken. Om die doelstelling te bereiken, heeft de wetgever het noodzakelijk geacht het beroepsgeheim op te heffen (*Parl. St.*, Kamer, 1996-1997, nrs. 1073-1074/1, p. 33).

B.7. De opheffing van het beroepsgeheim van de advocaat is een pertinente maatregel om het hiervoor omschreven doel te bereiken. Door het de advocaat onmogelijk te maken zich op het beroepsgeheim te beroepen, geeft de wetgever de rechter en de schuldbemiddelaar een middel om zich ervan te vergewissen dat bij toepassing van de procedure het vermogen van de schuldenaar volledig transparant is.

B.8.1. Het Hof moet nog nagaan of er een redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de maatregel en het nagestreefde doel.

Ook al moet de regel van het beroepsgeheim wijken in geval van nood of wanneer een hoger geachte waarde hiermee in strijd is, toch doet het Hof opmerken dat artikel 1675/8, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek een absolute en *a priori* opheffing van het beroepsgeheim vastlegt. In de parlementaire voorbereiding wordt die maatregel verantwoord door de impliciete verzaking die de schuldenaar zou doen wanneer hij zijn verzoek tot collectieve schuldenregeling indient. Een dergelijke veronderstelde verzaking, die van tevoren vastligt, en verwezenlijkt wordt zonder dat de schuldenaar die verzaakt kan inschatten waarop de verzaking precies betrekking heeft en of zij eventueel niet strijdig is met zijn belangen, kan niet om dezelfde reden als de theorie van de noodtoestand of het waardenconflict een zodanige inbreuk verantwoorden op de waarborg die het beroepsgeheim voor de schuldenaar en voor zijn advocaat betekent.

B.8.2. Het Hof doet bovendien opmerken dat de rechter op grond van artikel 1675/15 van het Gerechtelijk Wetboek de herroeping van de beschikking van toelaatbaarheid van het verzoek tot collectieve schuldenregeling kan uitspreken wanneer de schuldenaar blijkt geeft van procedurele kwade trouw.

B.9. Uit wat voorafgaat blijkt dat artikel 1675/8, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, in zoverre het bepaalt dat advocaten van wie inlichtingen worden gevraagd over het vermogen van een persoon die in een procedure tot collectieve schuldenregeling is betrokken, zich niet op het beroepsgeheim kunnen beroepen, niet in een redelijk verband van evenredigheid staat tot het nagestreefde doel.



Om die redenen,  
het Hof

vernietigt artikel 1675/8, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd door artikel 2, § 2, van de wet van 5 juli 1998 betreffende de collectieve schuldenregeling en de mogelijkheid van verkoop uit de hand van de in beslag genomen onroerende goederen, in zoverre het van toepassing is op de advocaten.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 3 mei 2000.

De griffier,  
L. Potoms.

De voorzitter,  
M. Melchior.

## SCHIEDSHOF

D. 2000 — 1372

[C – 2000/21238]

### Urteil Nr. 46/2000 vom 3. Mai 2000

*Geschäftsverzeichnisnummern 1599 und 1604*

In Sachen: Klagen auf Nichtigklärung von Artikel 1675/8 Absatz 2 des Gerichtsgesetzbuches, eingefügt durch Artikel 2 § 2 des Gesetzes vom 5. Juli 1998 über die kollektive Schuldenbegleichung und die Möglichkeit des Freihandverkaufs gepfändeter Immobilien, erhoben von der Französischen Rechtsanwaltskammer Brüssel und G.-A. Dal und von der Rechtsanwaltskammer Lüttich und G. Rigo.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und G. De Baets, und den Richtern P. Martens, J. Delruelle, A. Arts, M. Bossuyt und E. De Groot, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

#### I. *Gegenstand der Klagen*

Mit Klageschriften, die dem Hof mit am 27. und 29. Januar 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 28. Januar und 1. Februar 1999 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben die Französische Rechtsanwaltskammer Brüssel, mit Sitz in 1000 Brüssel, Palais de Justice, place Poelaert, und G.-A. Dal, Rechtsanwalt, mit Kanzlei in 1000 Brüssel, rue de l'Aurore 18, einerseits und die Rechtsanwaltskammer Lüttich, mit Sitz in 4000 Lüttich, Palais de Justice, place Saint-Lambert, und G. Rigo, Rechtsanwalt, mit Kanzlei in 4000 Lüttich, rue Beeckman 14, andererseits Klage auf Nichtigklärung von Artikel 1675/8 Absatz 2 des Gerichtsgesetzbuches, eingefügt durch Artikel 2 § 2 des Gesetzes vom 5. Juli 1998 über die kollektive Schuldenbegleichung und die Möglichkeit des Freihandverkaufs gepfändeter Immobilien (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 31. Juli 1998).

#### II. *Verfahren*

Durch Anordnungen vom 14. Dezember 1998 und 1. Februar 1999 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzungen bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes in den jeweiligen Rechtssachen nicht für anwendbar erachtet.

Durch Anordnung vom 10. Februar 1999 hat der Hof die Rechtssachen verbunden.

Die Klagen wurden gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 9. März 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 18. März 1999.

Der Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, hat mit am 23. April 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Dieser Schriftsatz wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 30. April 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

- der Französischen Rechtsanwaltskammer Brüssel und G.-A. Dal, mit am 26. Mai 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- der Rechtsanwaltskammer Lüttich und G. Rigo, mit am 1. Juni 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Durch Anordnungen vom 29. Juni 1999 und vom 23. Dezember 1999 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 27. Januar 2000 bzw. 27. Juli 2000 verlängert.

Durch Anordnung vom 22. Dezember 1999 hat der Hof die Rechtssachen für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 19. Januar 2000 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 24. Dezember 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 19. Januar 2000

- erschienen

. RA M. Mahieu, beim Kassationshof zugelassen, für die Französische Rechtsanwaltskammer Brüssel und G.-A. Dal,

. RA P. Henry, RA B. de Cocquéau und RA V. Thiry, in Lüttich zugelassen, für die Rechtsanwaltskammer Lüttich und G. Rigo,

. RÄin N. Van Laer *loco* RA M. Uyttendaele, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

- haben die referierenden Richter J. Delruelle und A. Arts Bericht erstattet,

- wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

- wurden die Rechtssachen zur Beratung gestellt.

Durch Anordnung vom 1. März 2000 hat der Hof festgestellt, daß der gesetzmäßig verhinderte Richter H. Coremans als Mitglied der Besetzung durch den Richter E. De Groot ersetzt wurde, die Verhandlung wieder eröffnet und den Sitzungstermin auf den 21. März 2000 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 3. März 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 21. März 2000

- erschienen
- . RA M. Mahieu, beim Kassationshof zugelassen, für die Französische Rechtsanwaltskammer Brüssel und G.-A. Dal,
- . RA P. Henry, in Lüttich zugelassen, für die Rechtsanwaltskammer Lüttich und G. Rigo,
- . RA N. Van Laer *loco* RA M. Uyttendaele, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,
- haben die referierenden Richter J. Delruelle und A. Arts Bericht erstattet,
- wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,
- wurden die Rechtssachen zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

### III. In rechtlicher Beziehung

- A -

#### *Standpunkt der klagenden Parteien*

A.1. Die klagenden Parteien in den beiden Rechtssachen sind einerseits die Französische Rechtsanwaltskammer Brüssel und die Rechtsanwaltskammer Lüttich sowie andererseits Rechtsanwälte.

Die klagenden Parteien machen geltend, sie hätten ein Interesse an der Beantragung der Nichtigerklärung einer Bestimmung, die den Grundsatz des Berufsgeheimnisses der Rechtsanwälte verletze.

A.2. Die Kläger in den beiden Rechtssachen legen einen einzigen Nichtigkeitsklagegrund dar, der aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 6 und 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention, abgeleitet ist.

Sie machen geltend, daß die angefochtene Bestimmung es den Rechtsanwälten und ihren Mandanten in allgemeiner, absoluter und radikaler Weise verbiete, sich auf das Berufsgeheimnis zu berufen, wenn die Mandanten die kollektive Begleichung ihrer Schulden beantragt hätten, obwohl es keine andere Ausnahme zur Absolutheit des Berufsgeheimnisses gebe. Sie vertreten den Standpunkt, daß dieses Verbot einen nicht zu rechtfertigenden Behandlungsunterschied zwischen dem Verfahren der kollektiven Schuldenbegleichung und anderen vergleichbaren Verfahren schaffe.

Sie sind auch der Auffassung, daß durch das Bestehen anderer Maßnahmen, gemeinsam oder getrennt betrachtet, in ausreichender Weise das Ziel der angefochtenen Bestimmung erreicht werden könne, und schlußfolgern, daß diese Bestimmung eine Diskriminierung schaffe, für die es keine objektive und vernünftige Rechtfertigung gebe, die einen Zusammenhang der Verhältnismäßigkeit zwischen der damit auferlegten Maßnahme und dem damit angestrebten Ziel nachweise.

A.3. Zur Unterstützung ihres Klagegrunds führen die Kläger mehrere Autoren und Gerichtsentscheidungen an, mit denen die Absolutheit des Berufsgeheimnisses der Rechtsanwälte als allgemeiner Rechtsgrundsatz bestätigt werde, der zur ordnungsgemäßen Arbeitsweise der Justiz und zur Einhaltung der Rechte der Verteidigung beitrage.

Die einzigen Einschränkungen dieser Absolutheit seien der Notstand und die Theorie des Wertekonfliktes.

Die Kläger verweisen zur Unterstützung ihrer These auf das Urteil Nr. 26/96 des Hofes.

A.4. Die Kläger machen geltend, daß der Mandant nicht Herr über das Berufsgeheimnis des Rechtsanwaltes sei und daß es ihm nicht obliege, diesen davon zu entbinden. Zur Unterstützung dieser These machen die Kläger in der Rechtssache Nr. 1599 geltend, daß das Urteil des Kassationshofes vom 12. November 1997, das manche so auslegten, als ob es eine Relativierung des Berufsgeheimnisses bestätige, nicht anders auszulegen sei als eine Erweiterung der Anwendung der Theorie des Wertekonfliktes auf den Fall, wo auf Seiten des Mandanten und nicht nur des Rechtsanwaltes die Aufhebung des Geheimnisses gerechtfertigt werde, *ut singuli*, durch den Schutz eines höher eingestuften Wertes. Nach Dafürhalten der Kläger gehe die angefochtene Bestimmung, die den Rechtsanwalt und seinen Mandanten vorbeugend dazu verpflichte, das Geheimnis zu verletzen, indem sie alle Informationen über seine Vermögenslage offenbarte, ungeachtet dessen, ob sie für ihn vorteilhaft seien oder nicht, deutlich über die Tragweite des Urteils des Kassationshofes hinaus.

A.5. Die Kläger in der Rechtssache Nr. 1604 machen geltend, daß die durch die angefochtene Bestimmung eingeführte Ausnahme vollkommen vom Gemeinrecht abweiche. Sie sind der Auffassung, daß ein Rechtsanwalt, der angewiesen werde, bestimmte Informationen zu erbringen, vor folgender Alternative stehe: Entweder bestätige er die Vermögenslage des Schuldners, und die Informationsanfrage weise keinerlei Interesse mehr auf, oder er erteile Informationen im Widerspruch zu denjenigen, die sein Mandant erteilt habe, und setze damit dessen strafrechtliche Haftung aufs Spiel. «In der Praxis ergibt sich daraus nahezu eine Verpflichtung zur Denunzierung auf Anfrage in bezug auf eine vom Schuldner begangene strafrechtliche Gesetzesübertretung.»

A.6. Um zu beurteilen, ob im vorliegenden Fall besondere Gründe die von ihnen angeprangerte Abweichung rechtfertigen könnten, vergleichen die Kläger das Verfahren der kollektiven Schuldenbegleichung mit anderen vergleichbaren Verfahren, nämlich dem Verfahren des gerichtlichen Vergleichs (Grundlagengesetz vom 17. Juli 1997), dem Zahlungsverzug (Artikel 1244 des Zivilgesetzbuches; Artikel 38 § 1 des Gesetzes vom 12. Juni 1991 über den Verbraucherkredit; Artikel 1337*bis* bis 1337*octies* des Gerichtsgesetzbuches) und den Schlichtungsverfahren in bezug auf Hypothekarkredite (Artikel 59 § 1 des Gesetzes vom 4. August 1992 über den Hypothekarkredit).

Nach dem Modell des Verfahrens der kollektiven Schuldenbegleichung dienen all diese Verfahren dazu, gegebenenfalls in kollektiver Weise einen Plan zur Begleichung der Passiva auf Antrag und zu Gunsten eines überschuldeten und glücklosen Schuldners zu erstellen. Hierzu erforderten sie alle seinerseits den gleichen «guten Glauben im Verfahren». Doch dieses Erfordernis habe nie die geringste Einschränkung des Berufsgeheimnisses der Rechtsanwälte gerechtfertigt, obwohl es im Verfahren der kollektiven Schuldenbegleichung ganz einfach die Aufhebung rechtfertigen würde. Die angefochtene Bestimmung schaffe daher einen flagranten Behandlungsunterschied.

A.7. Die Kläger in der Rechtssache Nr. 1604 vergleichen im übrigen das Verfahren der kollektiven Schuldenbegleichung mit dem Verfahren, das ein Alimenteschuldner einleiten könne, damit sein Unterhaltsbeitrag entsprechend der Entwicklung seiner Einkünfte verringert oder gar aufgehoben würde. Sie schlußfolgern aus diesem Vergleich, daß der Gesetzgeber nicht die Absicht gehabt habe, von der Regel des Berufsgeheimnisses abzuweichen in Verfahren, bei denen es dennoch um Forderungen gehe, zugunsten deren wegen ihres Statuts eine positive Diskriminierung bestehe.

A.8. Die klagenden Parteien sind der Auffassung, daß die Verletzung der betreffenden Grundsätze durch die Maßnahme keineswegs im Verhältnis zur Zielsetzung stehe. Sie erinnern daran, daß der gute Glaube im Verfahren ein Wert sei, dessen Einhaltung bei allen Zivilstreitsachen angestrebt werde, doch dessen Schutz es nie gerechtfertigt habe, daß das Berufsgeheimnis des Rechtsanwaltes durch ein Gesetz in allgemeiner, absoluter und abstrakter Weise aufgehoben werde.

A.9. Die Kläger machen ferner geltend, daß die durch die angefochtene Bestimmung auferlegte Maßnahme um so weniger im Verhältnis zu ihrer Zielsetzung stehe, als dieses Ziel ohne sie erreicht werden könne. Der Sorge um den «guten Glauben im Verfahren» und die «Transparenz der Vermögenslage» werde nämlich entsprochen mit Artikel 1675/15 des Gerichtsgesetzbuches oder den Bestimmungen des Gerichtsgesetzbuches, die den Antrag auf Wiederaufnahme des Verfahrens regelten, insbesondere Artikel 1133. Außerdem hätte die Zielsetzung sich mit Mitteln begnügen können, die deutlich weniger gegen die betreffenden Grundsätze verstoßen würden, beispielsweise das durch Artikel 334 des Einkommensteuergesetzbuches eingeführte «Protokoll». Diesbezüglich weisen die Kläger die im Laufe der parlamentarischen Debatten verteidigte These zurück, wonach man nicht auf diesen Mechanismus verweisen könne, weil der Kontext unterschiedlich sei. Sie sind hingegen der Auffassung, daß es in beiden Fällen tatsächlich um einen Schuldner gehe, der aufgefordert werde, im guten Glauben seine Vermögenslage zu schildern, und daß die Vorgehensweise nur relativ spontan sei, weil die Schuldner unter der Bedrohung ihrer Gläubiger stünden.

#### *Standpunkt des Ministerrates*

A.10. Der Ministerrat leitet aus Artikel 458 des Strafgesetzbuches und aus Entscheidungen der Rechtsprechung ab, daß das Berufsgeheimnis der Rechtsanwälte seine Daseinsberechtigung in der notwendigen Garantie des Mandanten finde, daß sein Rechtsbeistand Dritten nicht Vertraulichkeiten offenbare werde, die er ihm im Rahmen seines Berufes mitgeteilt habe. Er fügt hinzu, daß das Berufsgeheimnis unmittelbar mit den Rechten der Verteidigung zusammenhänge und dazu diene, den Mandanten und nicht den Praktiker zu schützen.

A.11. Der Ministerrat ist der Auffassung, daß das Berufsgeheimnis nicht so absolut sei, wie die Parteien behaupteten. Artikel 458 des Strafgesetzbuches sehe ausdrücklich vor, daß ein Gesetz vom Geheimnis abweichen und dessen Inhaber davon entbinden könne. Es handle sich um die den Ärzten durch die Artikel 55, 56 und 57 des Zivilgesetzbuches auferlegte Verpflichtung, dem Standesbeamten die Geburt eines Kindes anzuzeigen, und um Bestimmungen, die sie verpflichteten, den Behörden gewisse Krankheiten zu melden, die sie gegebenenfalls bei ihren Patienten festgestellt hätten.

Außerdem füge die Rechtsprechung den Ausnahmen zum Grundsatz des Berufsgeheimnisses den Notstand und den Wertekonflikt hinzu.

Der Ministerrat führt das Urteil des Kassationshofes vom 12. November 1997 sowie ein Urteil des Gerichtshofes der Europäischen Gemeinschaften an, die seines Erachtens das Berufsgeheimnis viel nuancierter definierten als die Kläger. Daraus ergebe sich, daß der Mandant, der alleine Herr über seine Verteidigung sei, die Freiheit besitzen müsse, gewisse, vom Berufsgeheimnis gedeckte Elemente zu offenbaren, wenn er der Auffassung sei, daß dies in seinem Interesse sei, und daß er seinem Rechtsanwalt die Genehmigung müsse erteilen können, diese Fakten mitzuteilen.

A.12. Der Ministerrat erinnert daran, daß die Zielsetzung der angefochtenen Bestimmung darin bestehe, für Transparenz in der Vermögenslage des Schuldners zu sorgen, dies im Hinblick auf die Gewährleistung seines guten Glaubens im Verfahren. Es handle sich um eine unerläßliche Maßnahme, um die Effizienz und Sachdienlichkeit der vom Schuldenvermittler und vom Pfändungsrichter ins Auge gefaßten Maßnahmen zu beurteilen. Es sei angebracht gewesen, ihnen eine sehr weitreichende Befugnis hinsichtlich der Erfassung von Informationen zu erteilen angesichts der Schwere der möglicherweise zu ergreifenden Maßnahmen für die Gläubiger. Die Aufhebung des Berufsgeheimnisses sei in den Vorarbeiten gerechtfertigt worden durch eine Vermutung der Annahme durch den Schuldner. Es sei entscheidend, daß dieser im guten Glauben in einem Verfahren mitarbeite, das er selbst eingeleitet habe und das dazu diene, seine Schulden zu begleichen, ihm aber gleichzeitig eine menschenwürdige Existenz zu bewahren.

A.13. Der Ministerrat vertritt den Standpunkt, daß die Hinweise der Kläger auf das Konkurs- und das Vergleichsverfahren jeglicher Sachdienlichkeit entbehren, da sie nur Personen betreffen, die die Eigenschaft als Kaufleute besäßen und deren Vermögen verschiedenen Öffentlichkeitsregeln unterlägen, damit eine effiziente Informationserfassung gewährleistet sei.

A.14. Er ist auch der Auffassung, daß die Hinweise auf die Verfahren des Zahlungsaufschubs und der Schlichtung auf dem Gebiet der Hypothekarkredite mit Vorbehalt zu betrachten seien, weil die Maßnahmen, die in diesem Verfahren ergriffen werden könnten, für den Gläubiger viel begrenzter seien als diejenigen, die im Rahmen einer kollektiven Schuldenbegleichung ergriffen werden könnten.

Daher müßten den betroffenen Gläubigern zusätzliche Garantien geboten werden, indem sie die Gewißheit haben könnten, daß der Schuldenbegleichungsplan tatsächlich der realen Vermögenslage des Schuldners entspreche und ihnen keinen größeren Schaden zufüge als der Vorteil, der letzterer daraus ziehen werde.

A.15. Ebenso sei die kollektive Schuldenbegleichung vom Verfahren zur Verringerung oder Aufhebung des Unterhaltsbeitrags zu unterscheiden, das ein Alimenteschuldner einreichen könne. In diesem Verfahren nehme der Richter eine vergleichende Prüfung des Vermögens der betroffenen Personen vor und müsse sie also gleich behandeln. Es sei nicht vorstellbar, daß ein Alimentegläubiger, der gegen seinen Willen in das Verfahren einbezogen werde, seinen Rechtsanwalt von dessen Berufsgeheimnis entbinden müsse.

A.16. Der Ministerrat schlußfolgert, daß die angefochtene Maßnahme vernünftigerweise gerechtfertigt sei und im Verhältnis zur schwerwiegenden Verletzung der Rechte der Gläubiger stehe, die sich aus der kollektiven Schuldenbegleichung ergeben könne.

#### *Antwort der Kläger*

A.17. Als Antwort auf das Argument, wonach der Mandant Herr über das Berufsgeheimnis sei, machen die Kläger in beiden Rechtssachen geltend, daß die angefochtene Bestimmung keineswegs die Gewalt des Mandanten über das Geheimnis bestätige, sondern vielmehr eine unwiderlegbare Vermutung des Verzichts auf den Vorteil des Berufsgeheimnisses einführe, wobei diese Vermutung gegebenenfalls den Interessen des Mandanten zuwiderlaufen könne. Wenn der Mandant alleine Herr über das Geheimnis wäre, würde er unweigerlich dazu veranlaßt sein, seine Vertrauenspersonen davon zu entbinden, um so seinen «guten Glauben» zu beweisen.

A.18. Die Kläger in der Rechtssache Nr. 1599 fechten außerdem die Argumentation des Ministerrates an, wonach der Verzicht auf den Schutz des Geheimnisses durch den Mandanten der Preis für den Erhalt der Gunst sei, die er beim Richter und bei seinen Gläubigern anfordere. Nach Auffassung der Kläger könnten die überschuldete Lage des Rechtsuntergebenen und seine gerichtlichen Schritte im Hinblick auf die Bereinigung dieser Lage keineswegs eine

Aufhebung der Verfahrensgarantien rechtfertigen, in deren Genuß besser situierte Rechtsuntergebene gelangten. Die Kläger in der Rechtssache Nr. 1604 machen überdies geltend, daß das Verfahren vom Schuldner bedeutende Anstrengungen verlange, die weit über diejenigen hinausgingen, die jedem Schuldner auferlegt würden und der Masse der Gläubiger zugute kämen.

A.19. In bezug auf den Vergleich mit anderen Verfahren bemerken die Kläger in der Rechtssache Nr. 1599, daß die Unterscheidung zwischen Kaufleuten und Nichtkaufleuten falsch sei. Die Bestimmungen des Hypothekengesetzes sowie der Artikel 1390*bis* ff. des Gerichtsgesetzbuches führten auch eine Regelung der Öffentlichkeit für Nichtkaufleute ein, die wirksamer und zuverlässiger sei als die Regelung, die für Kaufleute vorgesehen sei. Die Kläger in der Rechtssache Nr. 1604 machen geltend, daß die Regeln der Öffentlichkeit für natürliche Personen als Kaufleute extrem begrenzt seien ebenso wie für Nichtkaufleute.

Ebenso fechten die Kläger in beiden Rechtssachen an, daß der etwaige Schaden der Gläubiger im Verfahren der kollektiven Schuldenbegleichung größer sei als in den verglichenen Verfahren.

Schließlich sind sie der Auffassung, daß die Rechtfertigung der Maßnahme durch den Hinweis auf die Verletzung der Rechte der Gläubiger nicht sachdienlich sei, da potentiell in jedem Gerichtsverfahren Dinge in bezug auf die Vermögensrechte auf dem Spiel stünden und sich erhebliche Folgen für ihre dinglichen und persönlichen Rechte ergeben könnten. Schließlich machen sie geltend, daß nicht das eigentliche Verfahren die Rechte der Gläubiger verletze, sondern vielmehr die überschuldete Lage des Schuldners.

– B –

#### *In bezug auf den Gegenstand der Klagen*

B.1. Die Kläger fordern die teilweise Nichtigkeitsklärung von Artikel 1675/8, der durch Artikel 2 § 2 des Gesetzes vom 5. Juli 1998 über die kollektive Schuldenbegleichung und die Möglichkeit des Freihandverkaufs gepfändeter Immobilien ins Gerichtsgesetzbuch eingefügt wurde.

Dieser Artikel lautet wie folgt:

«Insofern ihm dieser Auftrag nicht durch die Zulässigkeitsentscheidung anvertraut wurde, kann der mit einem Verfahren der einvernehmlichen oder gerichtlichen Schuldenbegleichung beauftragte Schuldenvermittler sich gemäß Artikel 1670/14 § 2 Absatz 3 an den Richter wenden, damit der Schuldner oder ein Dritter angewiesen wird, ihm alle sachdienlichen Auskünfte zu Transaktionen des Schuldners oder zur Zusammensetzung und zum Standort des Vermögens desselben zu erteilen.

In jedem Fall kann der Dritte, der an das Berufsgeheimnis oder die Schweigepflicht gebunden ist, sich nicht darauf berufen. Auf ihn finden die Artikel 877 bis 882 Anwendung.»

Die Kläger beziehen sich nur auf Absatz 2 der Bestimmung. Er ist allgemein formuliert und betrifft jeden Dritten, der an das Berufsgeheimnis oder die Schweigepflicht gebunden ist. Aus den Klageschriften geht jedoch hervor, daß er nur insofern angefochten wird, als er sich auf das Berufsgeheimnis der Rechtsanwälte bezieht. Der Hof wird Artikel 1675/8 Absatz 2 des Gerichtsgesetzbuches nur insofern prüfen, als diese Bestimmung einen Rechtsanwalt daran hindert, sich auf das Berufsgeheimnis zu berufen, wenn er mit einer Anfrage nach Auskünften zu Transaktionen, zur Zusammensetzung und zum Standort des Vermögens des Schuldners, der einen Antrag auf kollektive Schuldenbegleichung eingereicht hat und dessen Antrag vom Richter angenommen wurde, befaßt wurde.

#### *Zur Hauptsache*

B.2. Die Kläger in beiden Rechtssachen führen einen einzigen Nichtigkeitsklagegrund an, der aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 6 und 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention abgeleitet ist. Sie vertreten den Standpunkt, daß das allgemeine, absolute und radikale Verbot für Rechtsanwälte und ihre Mandanten, sich auf das Berufsgeheimnis zu berufen, eine unverhältnismäßige Verletzung ihrer Rechte beinhaltet in Anbetracht der grundsätzlichen Bedeutung dieses Prinzips, und daß diese Bestimmung folglich eine nicht objektiv zu rechtfertigende Diskriminierung zwischen dem Verfahren der kollektiven Schuldenbegleichung und anderen vergleichbaren Verfahren einführt.

B.3. Indem die angefochtene Bestimmung in absoluter Weise das Berufsgeheimnis aufhebt, wenn der Richter im Verfahren der kollektiven Schuldenbegleichung dem Rechtsanwalt des Schuldners die Anweisung erteilt, ihm von diesem Geheimnis gedeckte Auskünfte zu erteilen, führt sie einen Behandlungsunterschied zwischen einerseits dem Schuldner und seinem Rechtsanwalt, die an diesem Verfahren beteiligt sind, und andererseits den Schuldnern und ihren Rechtsanwälten, die an anderen Gerichtsverfahren beteiligt sind, ein.

B.4. Die Verfassungsvorschriften der Gleichheit und des Diskriminierungsverbots schließen nicht aus, daß ein Behandlungsunterschied zwischen Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Gleichheitsgrundsatz verstoßen, wenn feststeht, daß die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.5. Das Verfahren der kollektiven Schuldenbegleichung dient dazu, die Finanzlage eines überschuldeten Schuldners zu bereinigen, indem es ihm insbesondere im Rahmen des Möglichen die Zahlung seiner Schulden erlaubt und ihm sowie seiner Familie gleichzeitig gewährleistet, daß sie ein menschenwürdiges Leben führen können (Artikel 1675/3 Absatz 3 des Gerichtsgesetzbuches). Die Finanzlage der überschuldeten Person wird global zusammengefaßt und dem anarchischen Druck der Gläubiger entzogen. Außerdem achtet das Gesetz auf die Gleichheit zwischen den Gläubigern.

B.6. In diesem Rahmen dient Artikel 1675/8 dazu, die Vermögenstransparenz des Schuldners zu gewährleisten, damit das Verfahren nicht durch zahlungsfähige Schuldner mißbraucht wird, die die Gesamtheit oder einen Teil ihres pfändbaren Vermögens verbergen würden. Um dieses Ziel zu erreichen, war der Gesetzgeber der Auffassung, daß es notwendig war, das Berufsgeheimnis aufzuheben (*Parl. Dok.*, Kammer, 1996-1997, Nr. 1073-1074/1, S. 33).

B.7. Die Aufhebung des Berufsgeheimnisses des Rechtsanwalts ist eine sachdienliche Maßnahme, um das oben beschriebene Ziel zu erreichen. Indem der Gesetzgeber den Rechtsanwalt daran hindert, sich auf das Geheimnis zu berufen, gibt er dem Richter und dem Schuldenvermittler ein Mittel, um sich zu vergewissern, daß das Verfahren in vollständiger Transparenz des Vermögens des Schuldners abläuft.

B.8.1. Der Hof muß noch prüfen, ob die Maßnahme in einem vernünftigen Verhältnis zum angestrebten Ziel steht.

Es trifft zwar zu, daß die Regel des Berufsgeheimnisses zweitrangig werden muß, wenn eine Notwendigkeit es erfordert oder wenn ein als höher eingestuftes Wert zu ihr im Konflikt steht, doch der Hof bemerkt, daß Artikel 1675/8 Absatz 2 des Gerichtsgesetzbuches eine absolute Aufhebung des Berufsgeheimnisses einführt, und dies *a priori*. Die Vorarbeiten rechtfertigen diese Maßnahme mit einem impliziten Verzicht, den der Schuldner eingehen würde, indem

er seinen Antrag auf kollektive Schuldenbegleichung einreicht. Ein solcher vermuteter vorzeitiger Verzicht, der eingegangen würde, ohne daß der Verzichtende einschätzen könnte, worauf er sich genau beziehen würde und ob er nicht gegebenenfalls seinen Interessen schaden würde, kann nicht in gleichem Maße wie die Theorie des Notstandes oder des Wertekonfliktes eine derartige Verletzung der Garantie, die das Berufsgeheimnis für den Schuldner und seinen Rechtsanwalt darstellt, in diesem Ausmaß rechtfertigen.

B.8.2. Der Hof bemerkt außerdem, daß der Richter aufgrund von Artikel 1675/15 des Gerichtsgesetzbuches die Rückgängigmachung der Zulässigkeitsentscheidung des Antrags auf kollektive Schuldenbegleichung verfügen kann, wenn der Schuldner sich im Verfahren als unehrlich erweist.

B.9. Aus den obigen Darlegungen ergibt sich, daß Artikel 1675/8 Absatz 2 des Gerichtsgesetzbuches, insofern er vorsieht, daß Rechtsanwälte, die mit einer Informationsanfrage zum Vermögen einer in einem Verfahren der kollektiven Schuldenbegleichung befindlichen Person befaßt sind, sich nicht auf das Berufsgeheimnis berufen können, nicht in einem vernünftigen Verhältnis zum angestrebten Ziel steht.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erklärt Artikel 1675/8 Absatz 2 des Gerichtsgesetzbuches, eingefügt durch Artikel 2 § 2 des Gesetzes vom 5. Juli 1998 über die kollektive Schuldenbegleichung und die Möglichkeit des Freihandverkaufs gepfändeter Immobilien, für nichtig, soweit er auf die Rechtsanwälte anwendbar ist.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 3. Mai 2000.

Der Kanzler,

L. Potoms.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.

#### DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 2000 — 1373

[2000/21263]

**14 MEI 2000. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de jaarlijkse vergoeding toegekend aan de voorzitter van de Federale Raad voor Wetenschapsbeleid**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op artikel 37 van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 houdende oprichting van de Federale Raad voor Wetenschapsbeleid, inzonderheid op artikelen 18, derde lid, 22 en 27, eerste lid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 mei 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 14 november 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 14 november 1996;

Op de voordracht van Onze Minister van Wetenschappelijk Onderzoek,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De jaarlijkse vergoeding die wordt toegekend aan de voorzitter van de Federale Raad voor Wetenschapsbeleid bedraagt 523 782 F.

**Art. 2.** De mobiliteitsregeling die van toepassing is op de wedden van het personeel der ministeries geldt ook voor de in artikel 1 van dit besluit bedoelde vergoeding.

Ze is gekoppeld aan de spilindex 138,01.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag van het vertrek van de eerste titularis van de functie van voorzitter van de Federale Raad voor Wetenschapsbeleid.

**Art. 4.** Onze Minister van Wetenschappelijk Onderzoek is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 mei 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek,

Ch. PICQUE

#### SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 2000 — 1373

[2000/21263]

**14 MAI 2000. — Arrêté royal fixant l'indemnité annuelle allouée au président du Conseil fédéral de la Politique scientifique**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 37 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 8 août 1997 portant création du Conseil fédéral de la Politique scientifique, notamment les articles 18, alinéa 3, 22 et 27, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 mai 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 14 novembre 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 14 novembre 1996;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Recherche scientifique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'indemnité annuelle allouée au président Conseil fédéral de la Politique scientifique est de 523 782 francs.

**Art. 2.** Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères s'applique également à l'indemnité visée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

Celle-ci est rattachée à l'indice-pivot 138,01.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour du départ du premier titulaire de la fonction de président du Conseil fédéral de la Politique scientifique.

**Art. 4.** Notre Ministre de la Recherche scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 mai 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Recherche scientifique,

Ch. PICQUE